

*Questions orales*

Le ministre est-il en mesure de nous exposer aujourd'hui les nouvelles initiatives que lui, son ministère et le gouvernement vont prendre pour donner suite à cet incroyable rapport?

**L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Je m'excuse . . .

**Mme le Président:** Peut-être que le député voudrait poser sa question à un autre ministre?

**M. Munro (Hamilton-Est):** Le député aurait-il l'obligeance de répéter sa question?

**M. Oberle:** Madame le Président, je ne veux pas me montrer méchant envers le ministre. J'espère cependant que le rapport en question le touche un peu plus que ma question.

Je répète ma question: étant donné que quelques jours se sont maintenant écoulés depuis que le ministre a déposé le rapport intitulé «Indian Conditions», est-il en mesure de dire à la Chambre aujourd'hui quelles sont les mesures que lui-même, son ministère et le gouvernement se disposent à prendre? Quelles sont les nouvelles initiatives auxquelles ils songent pour rectifier les conditions d'existence incroyables et la dégradation que subit actuellement le peuple indien?

**M. Munro (Hamilton-Est):** Madame le Président, je rappellerai au député que j'ai répondu la semaine dernière à une question presque identique que m'avait posée l'ancien ministre des Affaires indiennes de notre parti. J'ai dit alors que nous songions à présenter une mesure législative à l'automne, que nous proposerions aux Indiens d'instaurer un gouvernement indien qui assumerait un grand nombre des responsabilités qui sont actuellement le fait des bureaucrates, chose qui a grandement contribué à accentuer la dépendance des collectivités indiennes à l'égard du gouvernement et qui les a également réduits à la pauvreté. C'est ce qui ressort du rapport Beaver et d'autres études entreprises par les Indiens eux-mêmes. Ces études semblent s'attaquer à la racine elle-même plutôt qu'aux symptômes du mal.

Pour ce qui est des autres conclusions inquiétantes du rapport mentionné par le député, le gouvernement envisage actuellement d'augmenter ses dépenses dans le domaine du logement qui, admettons-le, est dans une situation lamentable. Il faut davantage de logements. J'espère qu'on décidera bientôt de débloquer des fonds. Si nous donnons suite à ces mesures, et notamment à la législation prévue pour cet automne, avec l'appui de tous les partis de l'opposition, nous ferons beaucoup pour améliorer une situation fort inquiétante, il faut l'admettre.

**M. Oberle:** Madame le Président, il n'arrive pas souvent qu'un ministre vienne, à la Chambre, attribuer toute la responsabilité des échecs de son gouvernement aux bureaucrates et à son ministère. Il faut qu'on cesse de se renvoyer la balle.

Je voudrais demander au ministre, vu qu'il écoute le soi-disant champion des Affaires indiennes, qui n'a rien fait non plus quand il était le ministre, s'il pourrait, pour répondre à la demande de ce dernier et à celle que j'ai présentée moi-même au comité permanent, donner un ordre spécial pour accorder au comité des affaires indiennes un statut particulier afin de l'autoriser à voyager dans tout le Canada, à rédiger un rapport et à faire des recommandations? Lorsqu'il aura reçu ces recommandations, pourra-t-il alors remédier à cette situation lamentable?

**Des voix:** Bravo!

**M. Munro (Hamilton-Est):** Tous les députés à la Chambre, y compris ceux de l'opposition, trouvent vraiment dommage que le député déforme intentionnellement mes propos, à moins qu'il n'ait pas du tout écouté ma réponse.

**M. Oberle:** Vous avez dit que c'était de la faute des bureaucrates; c'est ce que vous avez dit.

**M. Munro (Hamilton-Est):** Je n'ai pas dit cela.

**M. Oberle:** C'est de votre faute.

**M. Munro (Hamilton-Est):** Les bleus et le hansard de demain montreront bien que je n'ai pas dit cela. J'ai dit que si la communauté indienne se chargeait des fonctions actuellement confiées aux bureaucrates et le député n'ignore pas que la loi sur les Indiens l'exige; donc, si nous modifions la loi sur les Indiens afin que les bureaucrates n'aient plus à remplir cette fonction pour les Indiens, ces derniers ne seront pas dans cette situation de dépendance qui contribue tellement à créer le problème. Le rapport Beaver l'a bien fait remarquer. Cela n'a rien d'une critique à l'endroit des bureaucrates, à moins que le député ne comprenne absolument pas le problème.

Quant aux allusions que le député a faites à mon prédécesseur, s'il a des doutes à son sujet, il lui suffit de s'adresser à n'importe quel chef indien: il lui parlera des grandes réalisations que ce ministre a faites à ce poste.

**Des voix:** Bravo!

**Mme le Président:** A l'ordre.

**M. Munro (Hamilton-Est):** Si je peux terminer, madame le Président, pour finir sur une note plus constructive . . .

**Mme le Président:** A l'ordre.